DIPLÔME

# Master Droit, économie, gestion mention Droit de l'entreprise parcours Droit et Economie de l'énergie

Code : MR14902A



**Niveau d'entrée :** Bac + 3, Bac + 4
**Niveau de sortie :** Bac + 5
**ECTS :** 120

**Déployabilité**
A la carte : Formation pouvant s'effectuer au rythme de l'élève, en s'inscrivant aux unités du cursus
Package : Formation pouvant se suivre en s'inscrivant à un "package" (groupe d'enseignements indissociables)

## Objectifs pédagogiques

Acquérir une vision globale des problématiques du secteur et notamment de ses spécificités (non-stockage de l'électricité, enjeux géopolitiques, politiques et sociaux, particularités communes ou spécifiques des infrastructures essentielles, particularités de la régulation de l'énergie, besoins de financement, sensibilité des données, ruptures technologiques, arrivée de nouveaux acteurs...) ;
Appliquer des compétences juridiques transdisciplinaires aux besoins des administrations, entreprises et autres acteurs du secteur ;
Acquérir les compétences nécessaires pour identifier les risques de contentieux, conseiller et accompagner au quotidien les décideurs (chefs de services, élus locaux, chefs d'entreprise, ingénieurs, développeurs, etc.) ; apporter une aide à la décision ; participer à la négociation (contrats de concession, contrats industriels, régulation...) ;
Former des professionnels polyvalents capables de négocier des contrats complexes et d'accompagner les organisations publiques ou non-lucratives et les entreprises dans la transition énergétique et la transformation digitale.

## Compétences et débouchés

Mettre en place une veille juridique, réglementaire et jurisprudentielle dans tous les domaines du droit applicables au secteur de l'énergie de l'entreprise ; expliquer les évolutions aux décideurs, ingénieurs, commerciaux, financiers ;
Identifier et pondérer les risques juridiques dans un environnement normatif en perpétuelle évolution ;
Participer à des instances professionnelles pour influer sur la préparation et ensuite appliquer les évolutions des textes européens et nationaux ;
Interpréter, analyser, appliquer les nouveaux textes et les évolutions de la jurisprudence, ainsi que les positions du régulateur et les décisions de règlement de différends du CoRDiS ;Accompagner et conseiller les dirigeants et décideurs de tous niveaux dans les projets de développement de l'entreprise ou de transformation de l'organisme ;
Élaborer des diagnostics et proposer des solutions juridiques en cohérence avec la stratégie de l'entreprise ;
Négocier des contrats ;
Coordonner les projets en tant qu'ils impliquent des changements d'ordre juridique ;
Concevoir et rédiger des documents juridiques (internes et externes) : règlements, notes de service, cahiers des charges, synthèses, bilans, déclarations fiscales ; suivre l'exécution d'une convention ; gérer des pré-contentieux ;
Prévenir et gérer les contentieux.

## Méthodes pédagogiques

Les enseignements théoriques, couplés à des mises en application en travaux dirigés et travaux pratiques sur matériels et logiciels métiers permettront une professionnalisation rapide. L'espace numérique de formation du Cnam (Moodle) permet à chaque enseignant de rendre accessible des ressources spécifiques à ses enseignements. Des modalités plus détaillées seront communiquées au début de chaque cours.

## Modalités de validation

Validation de chacune des unités d'enseignement composant le diplôme ainsi que du mémoire professionnel (en première année) et du mémoire (en deuxième année).

## Prérequis et conditions d'accès

Accès en première année de Master: élèves titulaires d'un Bac+3 en droit privé ou droit public ayant une expérience professionnelle de 12 mois minimum dans le domaine.
Accès en deuxième année de Master: élèves titulaires d'un Bac+4 en droit privé ou droit public ayant une expérience professionnelle de 12 mois minimum dans le domaine.

## MENTIONS OFFICIELLES

### Code RNCP
38162

### Date d'enregistrement au RNCP
30/05/2025

### Date de l'échéance de l'enregistrement au RNCP
31/08/2030

### Mots-clés

Droit

Energie

Informations complémentaires

### Type de diplôme

Master

### Code NSF

128g - Droit fiscal ; droit des affaires ; droit pénal ; droit de l'environnement ; droit de la santé ; droit de la sécurité et de la défense ; droit du transport etc

### Codes ROME

Juriste d'affaires[K1903]
Juriste de l'environnement[K1903]

### Formacode

Droit [13254]
Énergie [24154]

### Code du parcours

MR14902

### URL externe

https://droit.cnam.fr/

## Modules d'enseignement

- Anglais professionnel
- Dossier de jurisprudence en droit de l'entreprise
- Droit du financement des entreprises
- Droit du numérique
- Droit du travail approfondi, évolutions récentes, aspects individuels et collectifs
- Droit et discriminations : agir contre les discriminations
- Droit fiscal : imposition du résultat de l'entreprise
- Droit fiscal : TVA et imposition du capital
- Droit pénal des affaires
- Economie des réseaux électriques
- Expérience professionnelle et rapport d'activité
- Introduction au droit et à l'économie de l'énergie
- Mémoire
- Responsabilité pénale et civile de l'employeur et du salarié
- Solidarité et protection sociale

### M2

- Anglais juridique
- Droit de l'énergie approfondi
- Droit et pratique des contrats internationaux
- Economie de l'énergie approfondi
- Les modes alternatifs de résolution des différends
- Métier du délégué à la protection des données (DPD / DPO)
- Séminaire méthodologique
- Systèmes d'échange de quotas d'émissions (SEQE) ou système de permis d'émissions négociables (EST en acronyme anglais)

## Blocs de compétences

Un bloc de compétences est constitué d'un ensemble d'Unités qui répond aux besoins en formation de l'intitulé du bloc.

Les unités ci-dessus sont réparties dans les Blocs de compétences ci-dessous.
Chaque bloc de compétences peut être validé séparément.
Information non disponible, pour plus d'information veuillez contacter le Cnam